

Nicolas TÈNÈZE¹



LA DISSUASION NUCLÉAIRE DE LA CORÉE DU NORD, UNE MENACE POTEMKINE ?

Résumé : La Corée du Nord disposerait de sa propre dissuasion nucléaire, en toute souveraineté. Or, plusieurs éléments invalident cette théorie, comme le résultat des inspections de Yongbyon, l'absurdité de la doctrine nucléaire nord-coréenne et l'impossibilité pour un petit État de concevoir, sans l'aide d'une Grande puissance, un arsenal idoine. L'article soutient donc la thèse selon laquelle ce programme, d'abord consacré à la recherche grâce à l'aide soviétique jusqu'à la fin des années 1980, est devenu dans les années 2000 une sous-traitance pour l'optimisation de la dissuasion chinoise.

Mots-clés : Corée du Nord, Dissuasion nucléaire, Relations internationales, Souveraineté, Doctrine, Puissance, Arsenal, Recherche, URSS, Chine.

NORTH KOREA'S NUCLEAR DETERRENCE, A POTEMKINE THREAT?

Abstract: *North Korea apparently has its own nuclear deterrent, in complete sovereignty. However, several elements invalidate this theory, such as the result of the inspections at Yongbyon, the absurdity of the North Korean nuclear doctrine and the impossibility for a small State to design, without the help of a Great power, a suitable arsenal. The article therefore supports the thesis according to which this program, first devoted to research thanks to the Soviet aid until the end of the 1980's, became in the 2000's a subcontracting for the optimization of Chinese deterrence.*

Key words: *North Korea, Nuclear deterrence, International relations, Sovereignty, Doctrine, Power, Arsenal, Research, USSR, China.*

1. Docteur en Science politique (Université Toulouse-Capitole). Ancien enseignant dans l'Éducation Nationale et chargé de TD à l'Université, il est l'auteur de trois ouvrages ainsi que d'une quarantaine d'articles en Relations internationales, notamment sur le terrorisme, la société civile, et les programmes NBC d'Israël, du Pakistan, de la Syrie et de la Corée du Nord. Il est aujourd'hui contractuel administratif et d'enseignement.

DEPUIS 2006, PYONGYANG A PROCÉDÉ À 6 ESSAIS NUCLÉAIRES, auxquels se sont associés (depuis 1984) plus de 250 tirs de missiles. Le discours nord-coréen (mais pas seulement) prétend que ces programmes atomico-balistiques résultent du seul génie du peuple du juché, et que la dissuasion nucléaire du pays est pleinement souveraine, c'est-à-dire que son usage et son développement ne relèvent d'aucune décision étrangère.

La très grande majorité des experts soutiennent eux aussi que la RPKD (République populaire et démocratique de Corée) dispose de ses propres technologies, ou qu'elle les acquiert clandestinement. Les centrifugeuses, l'uranium enrichi, le plutonium et les brevets proviendraient « *d'États-voyou* », mais aussi d'entreprises privées situées dans d'autres pays. Cette confortable hypothèse, pas complètement fausse mais très insuffisante, contente les naïfs et ceux ayant intérêt à ce que les apparences triomphent.

« *Il est plus difficile de désagréger un préjugé qu'un atome* » ironisait Einstein. Et en la matière, beaucoup de spécialistes relayent les idées reçues sur la dissuasion nord-coréenne. Par exemple, même le directeur général de l'AIEA M. El-Baradei témoigne : « *En Corée [...] nous savons qu'ils ont du plutonium de qualité militaire, qu'ils en ont assez pour fabriquer des armes. [...] Nous savons qu'ils ont l'infrastructure nécessaire.* »² De son côté, K. Mushakoji (*Asia Pacific Partnership Center*) indique : « *La dynastie Kim a bâti ses propres forces stratégiques nucléaires* »³. A. Lankov, considéré comme le plus grand expert de la Corée, se ridiculise en affirmant que « *la Corée du Nord est probablement la 3^e puissance nucléaire [...], après la Russie et la Chine* »⁴. D. Shen, lui, soutient que « *mettre au point un engin nucléaire et procéder à un test ne lui pose pas trop de problèmes techniques* » et que « *Pyongyang serait ainsi en mesure d'assurer sa sécurité en toute indépendance, conformément au principe du juché, qui consiste à ne dépendre ni de l'établissement de relations normales et amicales avec les États-Unis, ni du développement de relations spéciales avec la Chine, la Russie* »⁵. Pollack & Chinoy osent même écrire que cette bombe permettrait de « *se prémunir de la Chine* »⁶. Or, la RPC (République populaire de Chine) et la Russie ont presque toujours été le suzerain du vassal nord-coréen. L'incontournable Bondaz prétend

2. « Un chantier en cours », entretien entre M. El-Baradei et J. Mann, *AIEA*, mars 2006.

3. Mushakoji Kinhide, « Vers une nouvelle guerre froide ? », *Manière de voir*, décembre 2018, p. 52.

4. « Le nouveau missile géant de la Corée du Nord... », *Capital*, 10 octobre 2020.

5. Shen Dingli, « Quand Pyongyang jouait... », *Manière de voir*, décembre 2018, p. 37.

6. Pollack Jonathan, *No exit. NK, Nuclear weapons and International Security*, Routledge, 2011 ; Chinoy, Mike, *The Inside Story of the NK's Nuclear Crisis*, Trade Paperback, 2009.

aussi que « *la Corée du Nord a une réelle et crédible capacité d'attaque avec ses armes nucléaires* »⁷. L'autre spécialiste Morillot le suit : « *La Corée du Nord est aujourd'hui de facto une puissance nucléaire.* »⁸

Ces experts, comme tant d'autres, n'ont pas compris les arcanes de l'État profond, ou se gardent bien de révéler ce qu'ils savent ou devinent réellement. Ce faisant, leurs analyses ne permettent pas de répondre totalement aux incohérences suivantes :

D'abord, c'est précisément en 1992, au moment où la RPKD revendique une 1^{re} fois détenir 1 ou 2 bombes (sans test), que Washington achève le retrait de ses bombes en Corée du Sud. De même, en 2005, Séoul explique qu'elle met fin à son programme secret, alors que le 1^{er} test atomique nord-coréen est déjà annoncé par Pyongyang au plus tard pour 2006. Dès lors, pourquoi les États-Unis et la RDK (République de Corée) se dénucléarisent-ils alors que la Corée du Nord semble accélérer son programme ?

Ensuite, si ce dernier fait certes l'objet de rétorsions diplomatiques et économiques, il n'a jamais été la cible de bombardements, de cyberattaques et de sabotages, à l'inverse de ce qui s'est déroulé en Irak ou en Iran (Doctrine Begin).

Dans le même esprit, entre 1994 et 2002, les membres du KEDO (*Korean Energy Development Organization*) aident la RPKD à bâtir 2 réacteurs civils (qui ne verront jamais le jour), en plus d'une aide économique, sans craindre que ces apports ne servent à une dissuasion nord-coréenne. Pourquoi ?

Parallèlement, comment la petite RPKD, faible économiquement, rongée par les catastrophes naturelles et les sanctions internationales, incapable de satisfaire certains de ses besoins et incompétente dans la conception d'avions peut-elle développer un arsenal d'ADM (Armes de destruction massive) à peu près égal à celui de l'Inde et du Pakistan (États pourtant bien plus riches et non sanctionnés), voire de la France ? De même, pourquoi une RPKD ruinée gaspillerait-elle ses ressources pour quelques essais nucléaires (au pire, un seul suffirait), et des tests balistiques plus nombreux que celles des pays cités ?

De surcroît, alors que la doctrine dissuasive nord-coréenne prévoit l'emploi de la bombe simplement en cas de provocations adverses (manœuvres

7. « La CDN réaffirme son statut de puissance », *La Croix*, 24 mars 2022.

8. Boniface Pascal (édito), « La Corée du Nord – 3 questions à Juliette Morillot et Dorian Malovic », *IRIS* (iris-france.org), 4 mai 2017, <https://www.iris-france.org/93692-la-coree-du-nord-3-questions-a-juliette-morillot-et-dorian-malovic/>

américano-sud-coréennes, menaces, embargos), jamais les dirigeants nord-coréens, que l'Occident qualifie d'irrationnels, n'ont appuyé sur le bouton.

Subséquemment, les inspecteurs d'instances anti-prolifération, en visite à Yongbyon, n'ont jamais décelé la moindre preuve sérieuse de l'existence d'infrastructures efficaces dans l'élaboration d'une bombe nord-coréenne.

De plus, pourquoi les missiles nord-coréens cinglant vers les eaux japonaises et sud-coréennes ne sont jamais interceptés par les antimissiles ?

Mais surtout, comment expliquer qu'alors que la RPKD souffre d'un déficit énergétique chronique, plongeant le pays dans le noir pendant la nuit (sauf pour la capitale), pourquoi Pyongyang, qui prétend maîtriser les mystères de l'atome, est incapable de terminer le chantier de réacteurs civils, dont elle aurait grand besoin ?

À ces quelques paradoxes parmi d'autres, nous répondrons que la bombe nord-coréenne, dont l'existence reste à démontrer, ne résulte pas de la souveraineté de la RPKD. Il s'agit donc très probablement d'une sous-traitance de la dissuasion chinoise (et peut-être russe), à moins que l'arme absolue nord-coréenne ne demeure dans ce cas sous double, voire triple clé.

Dans cet article, nous allons donc revenir en détail sur les incohérences de l'effort atomique nord-coréen, tel que ce dernier nous est présenté. Puis, nous expliquerons pourquoi, effectivement, il ne peut s'agir que d'une sous-traitance.

I. Les incohérences du « programme nord-coréen »

De ses objectifs à sa doctrine idoine, de ses moyens pour parvenir au statut d'EDAN (État doté d'armes nucléaires) à l'effectivité de ses essais, la réalité du programme nord-coréen souverain reste difficilement crédible.

1.1 - Une obscure doctrine de dissuasion

Des raisons légitimes, mais pas toujours claires

Pyongyang rédige une 1^{re} doctrine le 1^{er} avril 2013, après le 3^e test nucléaire. L'Assemblée populaire suprême (APS) l'inscrit dans la Constitution, par la « *Loi sur la consolidation de la position de l'État nucléaire d'autodéfense* »⁹. Mais parce que

9. « Loi sur la consolidation de l'État nucléaire d'autodéfense », KCNA (agence centrale de presse Corée du Nord), adoptée le 1^{er} avril 2013, <http://www.kcna.co.jp/item/2013/201304/news01/20130401-25ee.html>

ses termes sonnent faux, la RPKD poursuit une « *coercition discursive* »¹⁰ faite de menaces, de preuves peu crédibles et d'hyperboles, le tout associé à des essais. Puis, le 9 septembre 2022, Pyongyang proclame sa précédente doctrine « *invalidée* » ; et lui est substituée la « *Loi sur la politique des forces nucléaires* »¹¹. Enfin, le 28 septembre 2023, l'APS (Assemblée Populaire Suprême) réinscrit le statut d'État nucléaire dans la Constitution, comme s'il s'agissait de convaincre de la réalité d'une absurdité : « *la politique de construction de la force nucléaire de la RPKD est devenue permanente en tant que loi fondamentale de l'État, que personne n'est autorisé à bafouer.* »¹²

Dans ces textes, plusieurs légitimations au programme sont avancées. La première est économique. Le Nord-Coréen Rik Song en atteste : « *Lorsque nous n'avions pas d'armes nucléaires, les États-Unis nous suffoquaient économiquement.* »¹³ Sauf que c'est parce que la RPKD s'est dotée d'un programme que seront imposés des embargos contre elle. Curiosité pour un État qui ne produit pas d'énergie nucléaire, Pyongyang fait aussi de la détention de la bombe un outil à finalité économique. Kim Jong-un s'en explique : « *La ligne Byongjin (double-poussée ou co-développement, en français) du parti nous permettra de détenir la puissance nucléaire pour construire un pays puissant économiquement. Alors que les sanctions internationales [...] visent à ce que la RPKD renonce à son programme [...], la ligne Byongjin prend le contre-pied en affirmant que la construction d'une puissance militaire est au contraire un fondement du développement économique, et que ces deux objectifs doivent être poursuivis simultanément.* »¹⁴ Cette analyse n'est-elle pas antinomique, puisque le pays se ruine dans cet effort et écope de sanctions ? Mais ce paradoxe s'estompe si l'on comprend qu'en échange du *deal* que nous décrivons, elle obtient en échange des aides économiques sino-russes.

Sanctuariser le territoire et dissuader les agressions reste évidemment le principal objectif officiel. La loi de 2023 le soutient : la RPKD, « *État nucléaire responsable* », « *développe des armes hautement nucléaires pour garantir les droits à l'existence et au développement du pays, prévenir la guerre et défendre la paix et la stabilité dans la région et dans le reste du monde, et que la mission des forces armées de la République est de défendre la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale* »¹⁵.

10. Langlois Philippe, « La Corée du Nord est-elle militairement crédible ? », *DSI*, mai-juin 2016.

11. « DPRK's Law on Policy of Nuclear Forces Promulgated », *KCNA*, 9 Septembre 2022.

12. « 9th Session of 14th SPA of DPRK Held », *KCNA*, 28 Septembre 2023.

13. « Corée du Nord : Les Hommes des Kim », *Arte Reportage* (Prix Albert Londres 2018), diffusé pour la 1^{ère} fois le 26 mai 2018.

14. « La ligne Byongjin », *AAFC* (Association d'Amitié Franco-Coréenne), 24 août 2016.

15. « 9th Session of 14th SPA of DPRK Held », *KCNA*, 28 septembre 2023.

Un an avant, l'APS (Assemblée Populaire Suprême) poussait plus loin cette posture, assez inédite pour une si modeste puissance : « *Les forces nucléaires de la RPKD sont un puissant moyen de défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et les intérêts fondamentaux de l'État, d'empêcher une guerre dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est et d'assurer la stabilité stratégique du monde* »¹⁶. Que Pyongyang, par solidarité coréenne, souhaite protéger Séoul de son parapluie nucléaire, pourquoi pas, mais contre qui ? S'agit-il aussi de sanctuariser le Japon, ennemi multimillénaire des Coréens ? L'égide atomique nord-coréenne a-t-elle aussi la prétention de défendre la Russie et la RPC ? Rien ici n'est donc cohérent, à moins que Pékin ne se protège par des bombes chinoises entreposées en RPKD, sous double clé, pour ainsi menacer les États-Unis depuis la RPKD sans que l'Empire du Milieu n'écope de représailles américaines. C'est ce que fit Washington en Europe occidentale et en Turquie, face à la Russie, en y stockant une partie de ses charges atomiques.

L'économiste nord-coréen Rik Song ne le contredit pas : « *comme la guerre qui nous oppose aux États-Unis est principalement une guerre nucléaire, nous avons décidé de concentrer nos dépenses militaires principalement sur l'armement nucléaire afin de dissuader une intervention américaine* »¹⁷. Cela ne tient pas, puisque l'APK sans « ses » armes nucléaires demeure suffisamment dissuasive, puisqu'il suffirait que l'APK (Armée populaire de Corée) menace de faire cracher ses milliers de pièces d'artillerie pour noyer le nord de la RDK et ses bases américaines sous un déluge de feu.

Mais revenons à cet argumentaire de la sanctuarisation. Pour E. Kim : « *les Nord-Coréens ont vu comment Kadhafi a renoncé à l'arme nucléaire, et ce qui lui est arrivé ensuite. Ils ont vu également comment, en son temps, S. Hussein a lui aussi renoncé à se doter de l'arme nucléaire, et ils en sont arrivés à la conclusion : si tu as l'arme nucléaire, on ne te touchera pas* »¹⁸. Or, le programme nord-coréen a débuté bien avant la Guerre du Golfe et avant celui de Libye. Et c'est notamment parce que l'Irak détenait un programme de seuil qu'elle fut attaquée en 1991. D'ailleurs, la bombe ne protège pas toujours l'État qui la possède si l'on se souvient que plusieurs États arabes attaquèrent Israël (EDAN, État Détenteur de l'Arme Nucléaire, depuis 1966) en 1973. Rappelons qu'aucune puissance nucléaire n'a connu la paix depuis la détention de l'arme... Dans le même esprit, des États non dotés de l'arme atomique

16. Bondaz Antoine, « Nouvelle loi sur le nucléaire en Corée du Nord », FRS, novembre 2022.

17. « Corée du Nord : Les Hommes des Kim », *Arte Reportage* (Prix Albert Londres 2018), diffusé pour la 1^{ère} fois le 26 mai 2018.

18. « Les sanctions des E-U rendront le régime de Kim Jong-un éternel », *Newsinfo*, 7 septembre 2016.

(ENDAN), mais hostiles aux États-Unis, n'ont pas été bombardés par Washington comme Cuba, la Birmanie ou le Venezuela. L'argument reste donc spécieux.

Le supposé potentiel nucléaire militaire de la RPKD (N. Ténèze)

Date de l'essai	1998 ?	9 octobre 2006	25 mai 2009	12 février 2013	6 janvier 2016	9 septembre 2016	3 septembre 2017
Puissance (richter)		3.5 à 4.3	4.5 à 4.7	4.9 à 5.1	4.2 à 5.1 6 à 8	5.3 à 8	4.6 à 6,3
Puissance en kt		0.2 à 1	10 à 20	5.1 à 20	6 à 30	10 à 30	50 à 370
Type de bombe	A au plutonium	A au plutonium	A au plutonium	A à l'UHE	À ou H à fission dopée	À ou H à fission dopée	À ou H à fission dopée
Nombre de bombes	1 ou 2	2 à 8	10 à 20	9 à 16	10 à 16	21 à 25	30 à 100
Plutonium en stock en kg	8.4 à 90	10 à 65	30 à 50	0.03	30 à 40	32 à 64	

Une illogique doctrine d'emploi

Passons à la manière dont la RPKD pense employer la bombe. Née de la volonté de l'URSS et ensuite sauvée par la RPC, la Corée du Nord en adopte les paradigmes militaires. Ainsi, comme pour ses protecteurs, Kim Jong-un, dans l'article 2 de la loi de 2013, explique qu'il opéra pour la frappe en second : « [La Corée du Nord] réagira résolument aux armes nucléaires par des armes nucléaires et à un affrontement total par un affrontement sans merci. »¹⁹

Or, d'ordinaire, la frappe en second est privilégiée par des États de vaste superficie, ou dotés de capacités antimissiles et de dissuasion sous-marine, ce qui n'est pas le cas de la RPKD hormis pour le vecteur sous-marin (mais dont la réalité est sérieusement mise en doute). Ni la Russie ni la RPC n'en ont équipé leur petit allié, précisément pour empêcher Pyongyang d'attaquer sans leur accord. Second argument, le très grand nombre de missiles nucléaires dont dispose l'*US Army* détruirait immédiatement le faible arsenal atomique nord-coréen. En conséquence, le « Royaume-Ermitage » ne pourrait exercer sa frappe en second, sauf par SNLE (Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins), à condition que ces derniers existent réellement.

19. « Kim Jong-un promet 'un affrontement total », *20 Minutes*, 19 novembre 2022.

Autre bizarrerie, Pyongyang promet des représailles atomiques sur les États-Unis, éventuellement sur la Corée du Sud (République de Corée), s'ils maintiennent leurs manœuvres militaires, poursuivent l'application des sanctions, fomentent des tentatives de déstabilisation, voire persistent à menacer verbalement le Royaume-Ermite. Ainsi, le 3 mars 2012, Pyongyang assène : « *Nous répondrons par des frappes préemptives à notre manière. Nos troupes et notre peuple n'attendent pas bêtement les frappes préemptives [américaines]. Même si nous voyons des mouvements mineurs qui sont orientés vers nous, nous répondrons par des frappes préemptives à notre manière, plus rapides et plus puissantes.* »²⁰ Pourtant, dans les faits, lorsque ces situations se matérialisent, jamais la bombe nord-coréenne n'est mise en alerte, et encore moins employée. Ce faisant, la dissuasion nord-coréenne se compromet par son déficit de crédibilité.

1.2 - Développer la bombe : par quels moyens ?

Répétons-le, comment se fait-il que l'un des États les plus pauvres de l'Asie-Pacifique, rongé par les effets néfastes de son régime, des embargos et des catastrophes naturelles, ait pu réussir à développer un tel arsenal ?

Certes, la RPKD possède des mines d'uranium. Mais c'est aussi le cas du Kazakhstan ou du Niger, qui ne sont pas des EDAN. Le Royaume-Ermite dispose, nous dit-on, d'ingénieurs et de techniciens expérimentés en physique nucléaire, mais aucun haut cadre du programme ne revendique de diplômes en la matière. Ainsi, Kang Sok-ju, ledit père de l'initiative, diplomate de son état, n'a jamais été diplômé en physique nucléaire. Ri Sung-gi, de l'institut de recherche à l'énergie atomique, n'est pourtant que simple chimiste. Ce dernier travailla néanmoins avec Do Sang-rok, un concepteur d'accélérateur de particules pour le Japon²¹. Mais cela ne suffit pas à concevoir l'arme absolue.

Écartons néanmoins pour l'instant ce point, pour nous focaliser sur les moyens financiers. Où donc est-ce que le régime a déniché de pareilles ressources pour édifier un double programme atomique et balistique ? Émanent-elles de ce fameux marché noir, principalement alimenté par le Pakistan, l'Iran et la Syrie ?

20. Allard Léoni, Duchâtel Mathieu, Godement François, « Les armes nucléaires nord-coréennes : l'émergence d'une doctrine d'emploi préemptive », *ECFR*, Décembre 2017, p. 9.

21. Comme Ri, il est formé au Japon (Université de Kyoto) puis est professeur à Séoul en 1946. Cf. Morillot Juliette, Malovic Dorian, *La Corée du Nord en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2018, p. 108 (382 p.). Cet ouvrage, d'une lecture indispensable, pêche parfois par ses approximations et l'absence quasi systématique de sources, ce qui est problématique pour une universitaire.

En postulant son existence, encore faudrait-il avoir les fonds pour y acheter le nécessaire. Selon l'*American Federation of Scientists* (2014), la RPKD dépensait entre 2006 et 2014 seulement 700 millions de \$ chaque année pour sa dissuasion, alors qu'il en faudrait au moins 2 milliards de \$²² au regard de la taille et des caractéristiques de l'arsenal nord-coréen, et cela sans compter les tests missiliers, l'entretien des infrastructures, etc.

Certes, nous dit-on, Pyongyang accorde prioritairement des crédits à son armée : « Elle considère que les bénéfices militaires – la dissuasion – [...] continuent de dépasser le coût économique des sanctions et l'isolement diplomatique qu'elles entraînent. »²³ Il s'agit en fait du même argumentaire fallacieux que les dirigeants pakistanais tenaient dans les années 1970-1990, soutenant que leur pays se préparait à « manger l'herbe ou des feuilles des arbres, et même à connaître la famine »²⁴ pour obtenir seul la bombe. Sauf que nous savons que c'est inexact.

Pour d'autres spécialistes, afin de ne pas grever le budget officiel, la RPKD ne consacrerait à ses programmes NBC que les bénéfices des activités clandestines du bureau 39. Fondé dans les années 1970, cet organe dirige les trafics de stupéfiants, d'armes et de contrefaçons. Sauf que les revenus annuels de cette contrebande ne dépassent pas, selon l'OTAN, 200 millions de \$, ce qui est insuffisant pour financer un programme dans l'ampleur revendiquée.

Le cas échéant, même en cas de revenus idoines, un pays en passe d'acquiescer un arsenal nucléaire sans le consentement d'une grande puissance serait préventivement ou préemptivement attaqué, selon les cardinalités de la doctrine Begin, adoptée d'abord par Israël, puis ensuite par les États-Unis²⁵. En effet, s'il existe un secteur particulièrement réglementé et surveillé, c'est bien celui de la prolifération nucléaire. Autrement dit, aucun pays ne peut détenir la bombe sans l'autorisation et le soutien d'une puissance mondiale. Ainsi, le Pakistan l'obtint de l'Occident pour le protéger de New Delhi, alliée de Moscou, mais surtout de l'URSS engagée en Afghanistan (financé par l'Arabie saoudite)²⁶. L'Inde bénéficia de la générosité du Canada, de l'Europe de l'Ouest et bien plus tard d'Israël et des États-Unis. Il

22. FAS, 2014.

23. Bondaz Antoine, « Dire qu'on peut rayer la Corée du Nord de la carte ... », *Le Monde*, 5 septembre 2017.

24. « Les Taliban... et la bombe », *L'Express*, 23 juillet 2009.

25. Ténèze Nicolas, « Les doctrines de dissuasion d'une puissance atypique : Israël », *Cahiers de l'IRSEM*, mai 2010.

26. Lorentz Dominique, *Affaires atomiques*, Paris, Les Arènes, 2001.

n'existe donc pas de réel marché noir échappant à la vigilance des 6 principales puissances du globe. Le programme nord-coréen n'a rien de clandestin, ce qui signifie a minima que « *sa* » bombe (si elle existe) bénéficie de l'aide de la Russie, mais surtout de la Chine, lesquels veillent à ce que cette épée flamboyante ne puisse pas être utilisée sans leur consentement. Cela se comprend : quelle grande puissance frontalière pourrait tolérer le chantage nucléaire d'un petit pays ?

1.3 - Une dissuasion potemkine ?

Des inspections surréalistes

Thae Yong-ho, ancien ambassadeur de la RPK au Royaume-Uni, a expliqué lors de son exil que le complexe de Yongbyon ne rassemble que des installations Potemkine²⁷. Effectivement, plusieurs éléments semblent le corroborer, nonobstant les tests atomiques souterrains perpétrés « *par Pyongyang* ». D'ailleurs, la RPK peut prétendre posséder la bombe sans que cela soit vrai. Il est en effet aisé de faire exploser sous terre une charge conventionnelle ou une bombe sale pour tromper l'adversaire.

Plusieurs inspections se sont déroulées à Yongbyon, le centre névralgique dudit programme. Certes, d'autres complexes qui n'ont pas été examinés existeraient. Mais si la RPK souhaitait dissuader, alors pourquoi ne les a-t-elle pas rendus accessibles ?

Lors de 7 investigations, l'équipe de l'expert S. Hecker (Stanford) en partance pour Yongbyon (dans un avion chinois), transite toujours, à l'aller et au retour, par Pékin, car c'est la Chine qui décide de la manière avec laquelle la visite devra être conduite (ultime preuve de la domination chinoise sur la RPK). Le 2 janvier 2004, le directeur d'Yongbyon, Yong-sok, montre ensuite aux inspecteurs la piscine de stockage (mais le bassin est vide de barres de combustible usagé...) et ledit centre de retraitement du plutonium. Hecker témoigne : « *Ils sont entrés avec une boîte métallique rouge. Ils l'ont ouverte. Ça ressemblait à du plutonium. Mais je n'avais aucun instrument de mesure avec moi. [...] Quand vous tenez du plutonium dans vos mains, c'est très lourd, presque 2 fois la densité du plomb. Donc ça devait être lourd, et le plutonium est radioactif. Donc il doit être chaud. J'ai pris le plutonium dans ma main. Il était à la fois lourd et légèrement chaud.* »²⁸

27. « N. Korean leader won't give up nuclear weapons », *Stars & Stripes*, 19 février 2019.

28. Hecker Siegfried, « The NK's Nuclear Question Revisited: Facts, Myths and Uncertainties », *Global Asia*, Septembre 2021, Vol. 16, N°3 ; « Corée du Nord : Les Hommes des Kim », *Arte Reportage*, 1^{ère} diffusion le 26 mai 2018.



S. Hecker rencontrant les membres de la communauté scientifique de la Corée du Nord durant une visite à Yongbyon (date inconnue)²⁹

Mais pourquoi Yong-sok exhibe-t-il ces galettes que tout EDAN dissimulerait au nom du secret-défense, à moins qu'il s'agisse ici de dissuader une attaque américaine ? Ses galettes sont-elles factices ? Sont-elles « *prêtées* » par la RPC ou la Russie pour gruger les spécialistes ? Si la RPC ne produit plus de plutonium depuis 1991³⁰, est-ce à dire que la RPKD prendrait le relais pour la Cité interdite ? D'ordinaire, la manipulation de galettes de plutonium s'effectue derrière des vitres blindées et des cloisons de plomb, ce qui ne fut pas le cas ici. Ensuite, quelle sorte d'expert Hecker est-il pour ne pas s'être muni d'instruments de mesure ? Est-ce que Pékin l'a obligé à ne pas les emmener avec lui, pour éviter qu'il ne se rende compte de la supercherie ? Enfin, sur les photos prises par l'inspecteur, se remarque le haut degré de vétusté des aménagements intérieurs de la centrale. Les installations sont rouillées ; les couloirs sales ; les ordinateurs datent du début des années 1980. À l'inverse, la salle des centrifugeuses, moderne, reste d'une propreté de clinique, mais les machines (que Hecker entraperçoit derrière une porte vitrée) tournent au ralenti.

29. Hecker S., rencontrant les membres de la communauté scientifique de la Corée du Nord durant une visite à Yongbyon (date inconnue), crédits : *Courtesy Siegfried Hecker*, source : *Stanford* (stanford.edu), <https://news.stanford.edu/2018/05/30/stanford-researchers-release-roadmap-denuclearization/>

30. "Military spending and armaments", *SIPRI*, 2020, p. 410.

Cette curieuse impression d'éléments désaccordés se confirme le 1^{er} septembre 2022, lorsque l'AIEA (Agence Internationale pour l'Énergie Atomique) publie son rapport annuel sur l'atome nord-coréen. L'agence prévient d'emblée : « *N'étant toujours pas en mesure de mener des activités de vérification en RPKD, notre connaissance du programme nucléaire est limitée et, à mesure que de nouvelles activités nucléaires se déroulent dans le pays, ces connaissances diminuent. [...] L'agence ne peut confirmer ni l'état opérationnel ni les caractéristiques de configuration / conception des installations ou des emplacements décrits dans la présente section, ni la nature et le but des activités qui y sont menées.* »³¹

Concernant le laboratoire de radiochimie : « *Aucune opération de l'usine fournissant la vapeur nécessaire aux activités de retraitement n'a été observée. Par conséquent, il est presque certain qu'aucune activité de retraitement n'a eu lieu et que le plutonium produit dans le réacteur de 5 MW (e) au cours du cycle opérationnel le plus récent n'a pas été séparé.* » Mais alors, d'où vient la matière pour élaborer les bombes ?

À propos de l'usine de fabrication de barres de combustible nucléaire, voici ce qui est dit : « *Les observations sur le fonctionnement des unités de refroidissement, ainsi que les mouvements réguliers des véhicules, correspondaient [mais cela n'est pas sûr] à la production d'uranium enrichi, à l'installation d'enrichissement par centrifugation signalée.* » Les bombes seraient donc constituées uniquement d'UHE (Uranium Hautement Enrichi). À quel pourcentage ? Par l'intermédiaire de combien de centrifugeuses ? Les experts ignorent apparemment ces points fondamentaux.

Le rapport se conclut ainsi : « *Au cours de la période considérée, certaines installations nucléaires ont continué à fonctionner tandis que d'autres sont restées fermées. [...] Il y avait des indications compatibles avec la production d'uranium enrichi. Il est également probable que la RPKD ait poursuivi ses activités de construction internes au LWR (Light Water Reactor ou Réacteur à Eau Légère, REL, en français) expérimental. Cependant, le réacteur nucléaire de 5 MW (e) et le laboratoire de radiochimie ont continué à ne montrer aucune indication de fonctionnement.* »

En septembre 2021, Hecker publie ses dernières conclusions : « *Tout en admettant des incertitudes importantes, mes estimations sont qu'à la fin de la présidence Clinton, la Corée du Nord n'avait pas d'armes nucléaires. [...] Il y avait probablement entre 4 et 6 bombes à la fin de la présidence de G. W. Bush ; environ 25 à la fin du*

31. "Item 9 (b) of the Board's provisional agenda" (GOV/2020/36) ; "Item 19 of the Conference's provisional agenda" (GC/(64)/1, Add. 1 and Add.2) ; "Application of Safeguards in the DPRK", AIEA (Board of Governors General Conference) GOV2020/42 - Date: 1 September 2020 GC(64)/18.

mandat Obama ; et 45 à la fin de celui de Donald Trump. » Mais Hecker minore immédiatement : « Nous ne savons pas combien d'armes nucléaires la Corée du Nord est capable de produire et combien elle en a déployées. Ils sont limités par leurs stocks de plutonium et d'UHE. Ma meilleure estimation est qu'à la fin de 2020, ils disposaient de 25 à 48 kg de plutonium et de 650 à 900 kg d'UHE, suffisants ensemble pour produire environ 45 dispositifs nucléaires. Cependant, une plage de 30 à 60 est possible. L'estimation de son inventaire de tritium est encore plus incertaine, se limitant peut-être à un tritium suffisant pour 2 ou 3 bombes H. » Que de probabilités donc. Alors, pourquoi tenter d'évaluer le nombre de charges ?

À propos de la question du fameux tritium, dont nous mettions en doute la conception en Corée du Nord, le professeur répond uniquement sur la base des déclarations de Pyongyang : « ils ont construit de nouvelles installations de fabrication de combustible et ce qui semble être de nouvelles installations de séparation du tritium, et plus encore. » Mais est-ce qu'il a vu les Nord-Coréens produire UHE, tritium et plutonium ? Non, évidemment.

Concernant le programme civil, Hecker indique d'abord que « la Corée du Nord possède le cycle complet du combustible pour les bombes et pour l'énergie nucléaire ». Puis il se contredit ensuite : « L'imagerie satellite indique que le LWR en construction depuis 2010 ne fonctionne toujours pas. Nous ne savons pas pourquoi. » Ces Réacteurs civils à Eau Légère (LWR ou REL en français) dont le gros œuvre n'est pas terminé prouvent donc que la RPKD ne produit toujours pas d'électricité nucléaire.

Continuons dans le surréalisme : « jusqu'en juin de cette année, le réacteur de production de plutonium électrique de 5 MW à Yongbyon ne semblait pas avoir fonctionné depuis décembre 2018, mais nous ne savons pas pourquoi. Où en est le réacteur de recherche IRT-2000, en grande partie inactif depuis 1990, faute de nouveaux éléments combustibles ? La Corée du Nord envisage-t-elle de produire ses propres éléments combustibles maintenant qu'elle dispose d'installations d'enrichissement d'uranium ? » Ah... ! Parce que jusqu'à présent, elle n'en disposait pas ? Mais où est donc la logique ?

« Il y a beaucoup d'autres choses au complexe d'Yongbyon que nous ne comprenons pas, car une grande partie du boom de la construction s'est produite depuis que les derniers inspecteurs y ont eu accès en 2009 ». Mais avec quels moyens, puisque le pays reste sous sanctions ? Les contradictions s'enchaînent : « de grandes incertitudes existent dans l'estimation des installations d'enrichissement d'uranium et de la capacité de production de la Corée du Nord. [...] Nous ne savons pas quelle est la taille de cette usine ni combien d'autres il y en a. [...] L'histoire du programme d'enrichissement

d'uranium de la Corée du Nord est particulièrement entourée de mystère ». Hecker conclut ainsi dans une apothéose de néant : « nous en savons beaucoup moins sur le reste de l'entreprise d'armes nucléaires de la Corée du Nord. Pyongyang a mentionné un institut des armes nucléaires et identifié le Dr. Ri Hong-sop comme son directeur. Il était à la tête du complexe d'Yongbyon lors de mes premières visites. Nous ne savons pas ce que fait l'Institut, ni où il se trouve. [...] Nous ne savons pas comment la Corée du Nord stocke ses armes et composants nucléaires »³². 7 inspections pour en arriver là...

D'autres fausses preuves

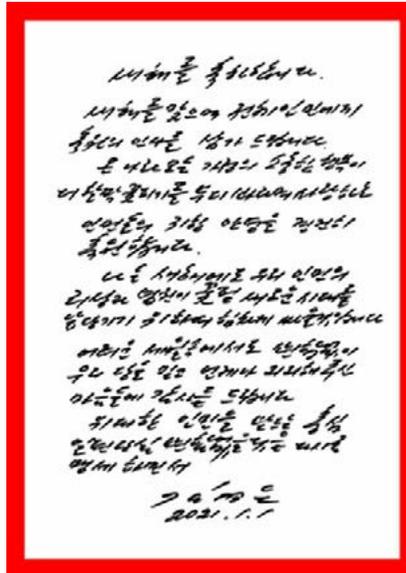
Le 1^{er} juillet 2016, après le 4^e essai atomique, l'un des médias officiels de la RPDK, le *Rodong Sinmun*, publie le document sur lequel figure l'ordre du test, écrit de l'auguste main du Maréchal Kim Jong-un³³. Ce document était-il faux ? En effet, pourquoi révéler au public l'écriture du leader ? Un graphologue pourrait ainsi en conclure bien des choses, comme son caractère par exemple. Il serait aussi possible de la falsifier pour l'utiliser dans le cadre d'opérations d'intoxication. Ensuite, le texte est écrit légèrement en biais, d'une manière superficielle, comme si un client rédigeait une liste de course pour le supermarché. De surcroît, aucun logo officiel n'est visible. Enfin, le ministère de l'Industrie et des munitions, à qui est adressée la lettre, n'est jamais mentionné dans les rapports de l'équipe Hecker concernant les instances chargées de conduire les tests.

Alors pour davantage convaincre, la propagande nord-coréenne diffuse une série de clichés³⁴. On y aperçoit Kim Jong-un et des officiers, tantôt sérieux, tantôt s'esclaffant, regardant dans une pièce aseptisée ce qui semble être une bombe. Mais d'ordinaire, les EDAN diffusent peu ce genre de photos, classées secret-défense. Pourquoi n'est-ce pas le cas pour un pays dit hermétique ? Mais surtout, le design de la bombe, très désuet, ressemble à celui de *Fat Man* (« homme obèse » en français, nom de code de la bomba A larguée sur Nagasaki au Japon le 9 août 1945 par l'armée américaine), sans doute parce que l'apparence de la bombe américaine est restée gravée dans la conscience collective mondiale.

32. Hecker Siegfried, « The NK's Nuclear Question Revisited », *Global Asia*, septembre 2021, Vol.16, n°3.

33. « WPK Central Committee Issues Order to Conduct First H-Bomb Test », *Rodong Sinmun*, 15 décembre 2015, lien : https://en.wikipedia.org/wiki/January_2016_North_Korean_nuclear_test#/media/File:Kim_Jong-un's_initial_order_on_H-bomb_test.jpg (consulté le 10 février 2023) et http://www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01_02_01&newsID=2016-01-07-0005

34. « La Corée du Nord annonce avoir testé une bombe H », *Le Monde*, 3 Septembre 2017. Le cliché principal y est publié.



Lettre manuscrite de Kim Jon-un à son peuple mentionnant une « nouvelle arme stratégique »³⁵

Évoquons enfin le fameux SNLE que Pyongyang prétend posséder, afin d'opérer des frappes en second. En septembre 2023, Kim Jong-un inaugure la mise à flot d'un pseudo « sous-marin nucléaire tactique d'attaque » (mais présenté comme un SNLE), le n°841, baptisé Kim Kun-ok³⁶. On peut certes y apercevoir, sur la partie supérieure, plusieurs opercules de silo, néanmoins incapables d'accueillir un missile de la taille d'un KN-11 ou d'un KN-23/26, à moins que ce dernier ait été récemment miniaturisé, et d'une portée réduite. Mais s'il s'agit d'un SLNE revendiqué, d'où peut bien provenir le réacteur atomique qui propulse le sous-marin, alors que la Corée du Nord n'en dispose pas au sol pour produire de l'électricité nucléaire ? C'est pourquoi selon J. Dempsey, l'engin ne serait qu'un sous-marin diesel, maquillé en SNLE³⁷.

35. Lettre manuscrite de Kim Jon-un à son peuple mentionnant une « nouvelle arme stratégique » Source : Kwon, Oh-Hyuk, « Kim Jong Un sends brief handwritten letter to people », *The Dong-A Ilbo* (donga.com), 2 Janvier 2021 (consulté le 7 décembre 2023), lien : <https://www.donga.com/en/article/all/20210102/2342920/1>.

36. Peut-être en référence à une marathonnienne et politicienne nord-coréenne.

37. Dempsey Joseph, « Pyongyang's Sea Cruise », *International institute for Strategic Studies*, 28 avril 2013.

II. Rois programmes nucléaires, mais un seul efficient d'origine chinoise

Au regard des éléments avancés, nous postulons l'existence de 3 programmes atomiques parallèles, parfois distincts, parfois entremêlés, parfois factices, parfois réels. Le seul opérationnel reste celui que la RPC développe en RPKD pour les essais atomiques (et parfois balistiques).

II.1 - Un programme bridé d'origine soviétique, un 2^e national mais mort-né

La coopération soviétique

L'initiative se développe grâce à *l'aide des Soviétiques*. En février 1956, notamment parce que les États-Unis installent des armes atomiques en Corée du Sud (République de Corée), Pyongyang et l'Institut Commun soviétique pour la recherche nucléaire signent un accord de coopération sur le nucléaire civil, par lequel 150 Nord-Coréens (avec des Chinois) viendront se former en URSS, en échange d'uranium nord-coréen³⁸. Pour la RPKD, il s'agit de maîtriser la filière civile médicale notamment, et accessoirement, en cas d'urgence absolue, atteindre un état de seuil, si le Kremlin l'autorise. S'en suivront d'autres accords jusqu'en 1986. En janvier 1962, 2 instituts de recherches atomiques commencent à être édifiés. Le premier se situe à Pakchon-kun³⁹. Le second, celui d'Yongbyon, est aussi un centre de recherche mais doté d'un modeste réacteur de recherche type IRT 2000, de 2 mégawatts thermiques (mW (t)), copie du réacteur letton de *Salaspils*. Un autre réacteur de recherche type IRT-2M de 0.1 MW est édifié. Tous sont alimentés par du combustible enrichi à 20 %, (il faut de l'UHE à 90 % pour fabriquer une bombe), provenant d'une URSS qui retraite aussi ce combustible⁴⁰. Dans les années 1970, l'IRT-2000, livré par Moscou, passe de 2 à 8 MW (th)⁴¹.

Pyongyang pré-signé le TNP (Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires) le 12 décembre 1985. Elle dispose de 18 mois pour conclure l'accord, à partir du moment où Washington retirera ses armes atomiques de Corée du Sud (République de Corée). Une fois cela fait (les États-Unis s'exécuteront en 1991),

38. « Chronology of U.S.-NK's ... », *Arms Control Association*, avril 2022.

39. Bermudez Joseph, « NK's Development of a Nuclear Weapons Strategy », *op.cit.*, 2015, p.9.

40. Bermudez Joseph, « Yongbyon Declassified Part II », CSIS, 16 juillet 2018.

41. Chang Chun Ik, *Pukhan Haek-Missile Chönjaeng*, Séoul, Mai 1999, p. 117.

Pyongyang signe le TNP, lequel doit entrer en vigueur le 10 avril 1992⁴². Il est aussi convenu, et ce n'est pas un hasard, que la RPC adhère au traité la même année.

Dans ces inspections entre 1989 et 1992, l'AIEA ne remarque aucune activité suspecte⁴³. Effectivement, ce programme n'a jamais été en capacité de produire un engin nucléaire. Trois raisons l'expliquent. D'abord, en 1984, le site d'Yongbyon est découvert par un satellite américain, obligeant la Corée du Nord à geler une première fois ses activités. En outre, Yongbyon ne peut produire que de l'uranium faiblement enrichi (UFE) puisque le réacteur est volontairement bridé par l'URSS. Ensuite, après l'abandon de la RPK par l'URSS en 1989, et en raison de problèmes économiques et de faibles compétences des techniciens nord-coréens, Yongbyon n'a jamais fonctionné à plein régime⁴⁴.

Un 2^e programme, clandestin, mais saboté

Le deuxième programme est celui que Pyongyang ébauche en s'inspirant de technologies étrangères (Corée du Sud, Pakistan, Iran, Japon, Syrie), sans toujours obtenir le consentement de ces derniers. Il profite aussi d'un marché noir dans plusieurs pays (Malaisie, Birmanie, Taïwan, Suisse, Thaïlande, Ukraine, Autriche). Mais ce dernier est piégé par les 5 EDAN officiel pour nuire aux velléités d'un programme national nord-coréen. La RPK essaie pourtant d'édifier des centres de recherche, et privilégie la filière à uranium hautement enrichi (UHE), plus discrète et facile, mais plus longue et plus coûteuse que la filière au plutonium. L'initiative est surtout menée avec l'Iran et la Syrie. Toutefois, en raison d'une pénurie d'experts, de frappes et sabotages américano-israéliens en Iran et en Syrie (opérations *Olympic games* et *Orchar*⁴⁵), de financements, de matériaux et de matériels inadaptés, ce programme est un échec.

Pyongyang souhaite aussi bénéficier des lumières du « père » de la bombe pakistanaise, AQ Khan, en contournant la Russie et la RPC. La Cité-Interdite laisse d'autant plus faire qu'il s'agit de saboter, par des livraisons de produits défectueux, un programme nucléaire « souverain » que Pékin ne tolère pas. Plus tard, il s'agira également de dissimuler le futur partenariat sino-nord-coréen, en faisant croire

42. "Agreement of 30 January 1992 between the Government of the DPRK and the IAEA for the Application of Safeguards in Connection with the TNP", AIEA, INFCIRC/403, Mai 1992.

43. Mazaar Michael, *NK and the Bomb ?* New York: St. Martin's Press, 1995.

44. « Yongbyon ne serait pas complètement opérationnel », *Le Monde.fr*, 14 janvier 2016.

45. "N Korea denies Syria nuclear ties", *BBC News*, 18 Septembre 2007.

que la RPKD développe clandestinement la bombe avec Khan. Falletti indique ainsi : « *Le savant pachtoune va transmettre les secrets de l'enrichissement de l'atome, en échange d'une technologie de missiles balistiques et de quelques valises de billets, sous le regard complaisant de Pékin, allié des deux partenaires.* »⁴⁶ À partir de 1993, Khan se rend une dizaine de fois (seulement 2 fois dira-t-il) dans le Royaume-Ermite. Lors de son procès en avril 2004, il mentionnera avoir vaguement aperçu 3 engins nucléaires de 7 kT dans un bâtiment situé près de Pyongyang⁴⁷. Il expliquera avec la même incohérence, avoir fourni aux Nord-Coréens 20 centrifugeuses⁴⁸ (nombre ridiculement faible), et qui s'avéreront de médiocre rendement.

En 1998 éclate l'obscur affaire Kim Sa-nae. Cette femme est alors l'épouse de Kang Thae-yun, conseiller économique à l'ambassade nord-coréenne à Islamabad, et cadre à la *Changgwang Sinyong Corp.* Le 7 juin, Kim est retrouvée morte, le corps criblé de balles, près de la demeure du fameux Khan. Or, Kim appartenait à la délégation de la vingtaine de Nord-Coréens venus assister au test pakistanais⁴⁹ ? La RPC a-t-elle supprimé Kim pour punir le conseiller Kang, lui-même cherchant des brevets pour le programme atomique nord-coréen souverain ?

Bien plus tard, le secrétaire du PTK (Parti du Travail de Corée) Jon Byong-ho s'inquiète que Khan n'ait pas fourni les technologies promises. Dans sa lettre adressée aux laboratoires Khan, il demande : « *donnez, s'il vous plaît, les documents convenus et les composants* »⁵⁰. Il évoque effectivement des commissions encaissées sans que la commande ait été réceptionnée. Mais Islamabad décline toutes responsabilités, puisqu'officiellement, Khan trafique seul. Le plan sino-américain de torpiller le programme nord-coréen à vocation souveraine fonctionne donc à merveille.

Les défenseurs de la piste pakistanaise à l'origine du programme nord-coréen, eux, seront incapables d'expliquer pourquoi, après l'arrestation de Khan, ce même programme nord-coréen prendra soudainement de l'ampleur.

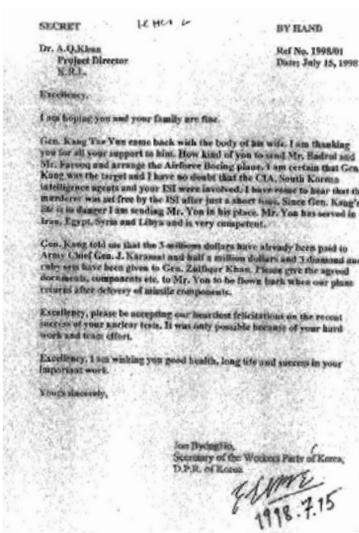
46. Falletti Sébastien, *La piste Kim ...*, Paris, Éd. Équateur, 2018, p. 125.

47. Pinkston Daniel, "The NK Ballistic Missiles", dans *Strategic Studies Institute*, Février 2008, p. 53.

48. *Ibidem*.

49. « Death of N. K Woman Offers Clues to Pakistani Nuclear Deals », *Los Angeles Times*, 1er mars 2004.

50. « Pakistan's nuclear-bomb maker says NK paid bribes for know-how », *Washington Post*, 6 juillet 2011.



Échange entre Khan et son client lésé⁵¹

II.2 - Le 3^e programme : des expériences atomiques chinoises en rpdk

Quelques indiscretions

Ce dernier programme n'est pas national, mais bien chinois. En 2007, sur un ton diplomatiquement inattaquable, B. Scowcroft et Z. Brzezinski témoignent : « *Les Chinois n'ont pas plus envie que nous de voir des moyens nucléaires entre les mains des Nord-Coréens. Il y a 10 ans, si vous interrogiez les Chinois sur la Corée du Nord, ils vous disaient qu'ils avaient suivi des chemins distincts et qu'ils n'avaient plus grand-chose en commun. Par conséquent, ils n'avaient plus beaucoup de rapports avec les Nord-Coréens. ... Puis ils se mettaient à rire.* » Scowcroft corrige alors : « *Pourraient-ils [les Chinois] faire davantage [concernant le programme nord-coréen]? Bien sûr qu'ils le pourraient, puisque la Corée du Nord dépend d'eux, pour ses échanges généraux et certainement pour ses approvisionnements énergétiques. [...] Le type d'armes nucléaires qui sont en leur possession utilise du combustible retraité. C'est du plutonium. Il s'agit*

51. Jeffrey Smith R., « Pakistan's nuclear-bomb maker says North Korea paid bribes for know-how », *The Washington Post*, 6 juillet 2011, lien : https://www.washingtonpost.com/world/national-security/pakistans-nuclear-bomb-maker-says-north-korea-paid-bribes-for-know-how/2010/11/12/gIQAZ1kH1H_story.html ; ou « A.Q. Khan claims Pakistan military sold nuclear technology to the DPRK », *North Korean Economy Watch* (nkeconwatch.com), 6 juillet 2011, lien : <https://www.nkeconwatch.com/2011/07/06/a-q-khan-claims-pakistan-military-sold-nuclear-technology-to-the-dprk/>

d'armes beaucoup plus difficiles à gérer, à faire exploser, que les armes à l'uranium enrichi. Fabriquer une bombe à l'uranium est assez simple. Là, ça ne l'est pas. »⁵²

Le 13 octobre 2016, le secrétaire américain à la Défense A. Carter postule que « la Chine est la 1^{re} responsable des actions présentes de la Corée du Nord. Elle couvre le comportement dangereux de ce pays »⁵³. Un an plus tard, les ministres des Affaires étrangères du Japon et de la Corée du Sud T. Kono et Kang Kyung-wha dénoncent la « place de la Chine dans les programmes balistique et nucléaire de la Corée du Nord »⁵⁴. Le 14 décembre 2017, Poutine explique dans l'indifférence générale que la Russie « ne reconnaît pas à la Corée du Nord le statut de puissance nucléaire »⁵⁵. Que voulait dire le Président russe ? Qu'il n'existe pas de charges nucléaires nord-coréennes, mais qu'elles seraient introduites par d'autres pays ?



**Kim Jong-il et Jibao saluant leurs soutiens
(6 mois après le « 2^e test nucléaire nord-coréen »), Pyonyang, 4 octobre 2009⁵⁶**

52. Scowcroft Brent, Brzezinski Zbigniew, Ignatius David, *L'Amérique face au monde : quelle politique pour les États-Unis ?* Londres, Person, 2008, p 150.

53. Asmolov Konstantin, « USA-China: Who Is Responsible for NK's Nuclear Weapons Program Development? », *New Eastern Outlook*, 15 novembre 2016.

54. « Tokyo et Séoul en accord sur le rôle de Pékin face à Pyongyang », *Reuters*, 19 décembre 2017.

55. « Poutine salue la prise de conscience des États-Unis ». Le 6 août 2017 à Sochi, Poutine ajoute : « La RPKD n'a pas d'armes nucléaires. C'est un mensonge imposé aux gens par les médias occidentaux. [...] L'histoire qu'ils constituent une menace est fausse », vu dans *Le Monde*, 12 septembre 2017 ; et dans « Corée du Nord : 11 ans de sanctions ... », dans *Challenges*, 14 décembre 2017.

56. Kim Jong-il et Jibao saluant leurs soutiens, à Pyonyang, le 4 octobre 2009 (6 mois après le « 2^e test nucléaire nord-coréen »), crédits : AP / APTN, source : « Chinese premier meets Kim Jong Il

Ombres chinoises

À présent, explorons les arcanes du partenariat stratégique sino-nord-coréen. Reste à déterminer la date exacte à partir de laquelle la RPK devient le sous-traitant nucléaire de la Chine. Est-ce en 1992, lorsque le TNP entre en vigueur ? Est-ce fin 1998, lorsque les États-Unis s'aperçoivent que les tests pakistanais sont aussi chinois (ce qui obligeait les États-Unis, saisissant officiellement le prétexte du 11 septembre pour revenir surveiller l'afgh-pak) ? Où n'est-ce pas plutôt à partir de mai 2000, lorsque Kim Jong-il se rend pour la 1^{re} fois de son mandat à Pékin ? Une chose est sûre. Au début de la décennie 2000, l'économie nord-coréenne se redresse lentement, non pas seulement par l'aide sud-coréenne, mais bien parce que la Chine la soutient massivement (90 % des importations nord-coréennes sont chinoises)⁵⁷.

Plusieurs raisons expliquent le partenariat sino-nord-coréen. Tout d'abord, la RPK ne parvenait pas à surmonter la période de la « *Marche difficile* ». Certes, la situation s'améliore en 1999, mais uniquement parce que l'aide humanitaire (notamment à travers le KEDO) et l'éphémère *Sunshine Policy* entre les Corée permettent à Pyongyang de respirer un peu. Mais ensuite, déçu par les contraintes du KEDO⁵⁸, Kim Jong-il accepte la main que lui tend une République Populaire de Chine (RPC) dont les liens historiques avec la Corée du Nord sont solides. Ce « *consensus de Pékin* »⁵⁹ séduit la RPK, puisque la RPC ne conditionne pas son partenariat économique à des exigences de réformes économiques ou politiques.

Mais pourquoi l'Empire du Milieu accepterait-il de soutenir une RPK agonisante et sous sanctions ? D'abord, Pékin ne souhaite pas que la réunification coréenne fasse émerger une puissance économique, technologique et militaire d'importance, de surcroît inféodé au Pentagone. Ensuite, faire de Pyongyang un vassal permettrait d'employer ses forces conventionnelles et éventuellement non conventionnelles pour menacer les États-Unis sans craindre de représailles sur le sol chinois. En tant qu'État tampon de la République Populaire de Chine, la RPK peut aussi lui servir de relais pour exporter des technologies sensibles à ses alliés,

on visit to N. Korea», *CVTNews* avec *The Associated Press* (cvtnews.ca), 4 octobre 2009, lien : <https://www.cvtnews.ca/chinese-premier-meets-kim-jong-il-on-visit-to-n-korea-1.440467>

57. Charon Paul, Vilmer Jean-Baptiste, « Les opérations d'influences chinoises : un moment machiavélien », *IRSEM*, 2021, p.297.

58. "Agreement on the establishment of the Korean peninsula energy development organization", *The Korean Peninsula Energy Development Organization* (New York), signé le 9 mars 1995, liens : <http://www.kedo.org/pdfs/EstablishmentKEDO.pdf> ; http://www.kedo.org/ap_main.asp

59. Ramo Joshua Cooper, « The Beijing Consensus », *Foreign Policy Center*, 2004.

sans craindre de rétorsions directes. Il s'agit aussi de contourner les traités anti-prolifération, et de protéger le Royaume-Ermite face à d'éventuelles agressions. Enfin, la RPC peut exploiter la main-d'œuvre nord-coréenne très bon marché et les minerais du Royaume-Ermite.

Plus prosaïquement, « l'Empire Céleste » a besoin du Royaume-Ermite pour expérimenter des technologies nucléaires qui ne peuvent l'être par de seules simulations informatiques. Jusqu'à présent, la crédibilité d'une dissuasion nucléaire nécessitait des campagnes d'essais physiques. Or, au début des années 1990, Washington, qui dispose d'une nette avance technologique en la matière, exige que les EDAN adhèrent au TNP et au futur TICEN (Traité d'Interdiction Complète des Armes Nucléaires)⁶⁰. Les États-Unis et leurs alliés peuvent optimiser leurs dissuasions par simulation informatique, grâce à des supercalculateurs mieux paramétrés, et de logiciels plus performants (alimentés par les résultats de tests atomiques physiques plus nombreux) que ceux de la Chine.

Le 17 mars 1992, Pékin signe le TNP, dont l'application nécessitera plusieurs années d'adaptation. Pour cette raison, en 1995, la Chine n'adhère pas à tous les protocoles de prolongation. Si ce traité ne proscriit pas les essais, ce n'est pas le cas du TICEN, dont la signature par Pékin s'effectue le 24 septembre 1996. En conséquence, la Chine réalise son dernier essai le 29 juillet 1996.

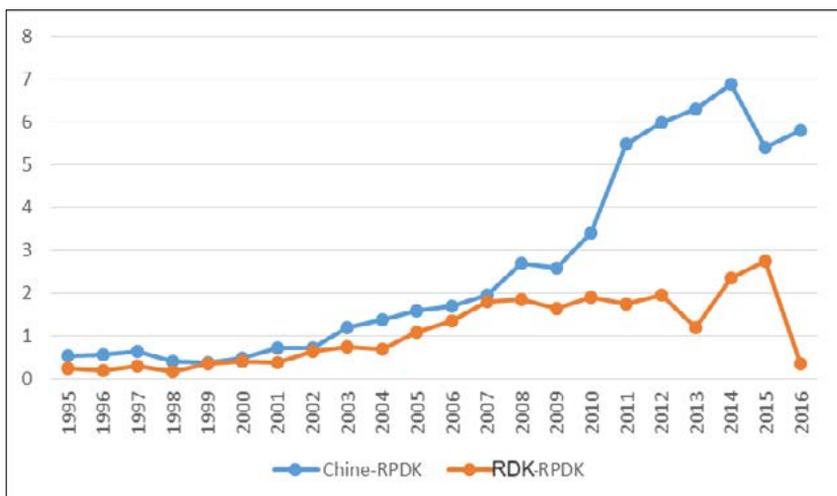
Pékin ne le ratifie pas immédiatement, puisque la plupart des autres EDAN et États de seuil ne s'y soumettront que tardivement. Toutefois, même la signature de ce traité impose l'interdiction des essais physiques. Dès lors, au nom des « 36 *stratagèmes* » et du *Minzu Fuxing* (régénération nationale), la RPC doit trouver une solution. Certes, Pékin peut procéder à la simulation d'essais par l'intermédiaire de supercalculateurs. Néanmoins, la Chine manque encore de données issues de tests physiques pour les paramétrer, ces propres tests physiques ayant été moins nombreux que ceux des principaux EDAN. Il faut donc collecter davantage de données issues d'essais physiques. Enfin, Pékin doit combler son retard concernant les *minukes* voire les armes à neutron de dernières générations⁶¹.

60. 183 États ont signé le TICEN et 159 l'ont ratifié, mais le traité ne pourra entrer en vigueur qu'après sa ratification par les 44 États qui détenaient des installations nucléaires en 1996. À ce jour, seuls 35 États ont signé l'article 2.

61. Collin Jean-Marie, *La bombe*, Paris, Autrement, 2009, p. 43.

La solution de tester des bombes en RPKD s'impose donc comme une évidence. En acceptant de louer son sol contre un soutien économique, la Corée du Nord devient alors un État-écran⁶².

La RPKD possède plusieurs avantages pour endosser ce rôle. D'abord, ce pays se retire définitivement du TNP en 2003. Ensuite, il refuse d'adhérer au TICEN et au MTCR (*Missile Technology Export Control Regime*, ou en français : « Régime de contrôle de la technologie des missiles », créé en 1987). De surcroît, le régime des Kim entretient en façade son identité de proliférant incontrôlable et non rationnel, ce qui s'avère idéal pour tromper. Par ailleurs, le programme chinois mené dans le Royaume-Ermitte dissuade les adversaires de la RPKD. Concernant le programme balistique, la RPC ne peut pas toujours tester certains engins. À l'inverse, personne ne s'étonnera que la Corée du Nord, parce dite irrationnelle, utilise le Pacifique pour tester des missiles de longue portée.



**Le commerce de la RPKD avec la RPC et la RDK entre 1995 et 2016 en mds de \$
(Banque mondiale et ministère du commerce intercoréen)**

62. Ténèze Nicolas, Martin Michel-Louis, « *Le programme d'ADM nord-coréen est une sous-traitance de la dissuasion chinoise* », *Mélange offert au professeur et ancien Président de l'Université Toulouse I Capitole Henri Roussillon*, Université Toulouse Capitole, septembre 2014.

Conclusion

Pour le géopoliticien L. Chao : « *Le statut de puissance et l'influence de la Chine dans la zone d'Asie du Nord-Est font d'elle une interlocutrice incontournable, il n'y a donc aucun risque pour la Corée du Nord de se retrouver marginalisée [...] qui ne peut survivre sans la Chine.* »⁶³ Le reporter Falletti rapporte de son côté ce témoignage : « *Pékin soutient Pyongyang, car il a besoin d'un État tampon pour maintenir à distance du territoire chinois les forces américaines.* »⁶⁴ Dans les années 1950, Mao célébrait les 2 pays frères unis, telles « *les lèvres aux dents* »⁶⁵ (les lèvres chinoises protégeant les incisives nord-coréennes) autour d'une amitié fraternelle (*xiongdi zhi ban*⁶⁶). Cela n'a pas changé. Tant que la Chine tient les mors (vocabulaire équestre) de son poulain, il n'y a donc rien à craindre.

A. Joxe va plus loin : « *La Corée du Nord n'est pas une menace, car elle est aidée par la Chine et dans une moindre mesure par les États-Unis* »⁶⁷ ! Mais que veut donc démontrer l'ancien ministre ?

Washington n'ignore pas les soubassements du partenariat sino-nord-coréens. Mais d'une part les États-Unis collaborent très étroitement avec les programmes atomiques israéliens, japonais, sud-coréens et indiens. De plus, le Pentagone a besoin de la menace nord-coréenne pour accroître la vassalisation de la RDK et du Japon, et vendre à ses alliés de la région des armements. Enfin, États-Unis et Chine sont complices pour se partager l'Extrême-Orient. Les apparences contraires, elles, relèvent de la « *géopolitique-spectacle* »⁶⁸, puisque les acteurs de la rivalité Chine / États-Unis sont les faces d'une même pièce... de théâtre... ■

63. « Sommet États-Unis - Corée du Nord : la Chine n'entend pas rester à l'écart », *Le Monde*, 9 mars 2018.

64. Falletti Sébastien, *La piste Kim ...*, Édition Équateur, 2018, p.10 et p.111.

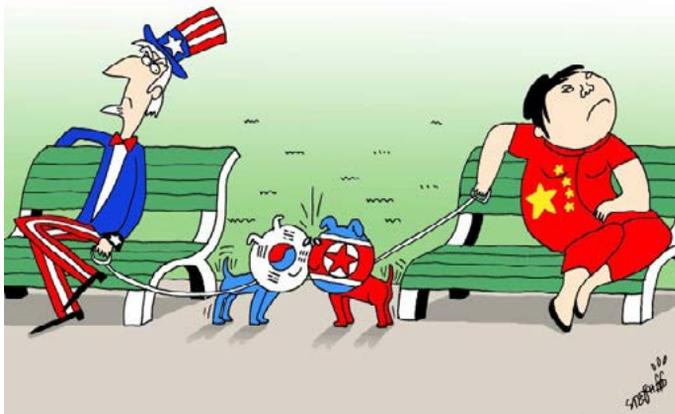
65. Mastro Oriana Skylar, « Why China won't rescue NK », *Foreign Policy*, janvier-février 2018.

66. Morillot Juliette, Malovic Dorian, *op.cit.*, p.151.

67. « La prolifération nucléaire », *France 3 (Ce soir ou jamais)*, 9 juin 2009.

68. Ténèze Nicolas, Martin Michel-Louis, *ibidem*.

HISTORIC KOREAN SUMMIT



“Meeting of 2 Koreas” (Rencontre de 2 Corées)⁶⁹

Orientation bibliographique

- “Agreement of 30 January 1992 between the Government of the DPRK and the IAEA for the Application of Safeguards in Connection with the TNP”, *AIEA*, INFCIRC/403, Mai 1992.
- “Agreement on the establishment of the Korean peninsula energy development organization”, *The Korean Peninsula Energy Development Organization* (New York), signé le 9 mars 1995, liens : <http://www.kedo.org/pdfs/EstablishmentKEDO.pdf> ; http://www.kedo.org/ap_main.asp
- Allard Léonie, Duchâtel Mathieu, Godement François, « Les armes nucléaires nord-coréennes : l'émergence d'une doctrine d'emploi préemptive », *ECFR*, décembre 2017, p. 9.
- “A.Q. Khan claims Pakistan military sold nuclear technology to the DPRK”, *North Korean Economy Watch* (nkeconwatch.com), 6 juillet 2011, lien : <https://www.nkeconwatch.com/2011/07/06/a-q-kahn-claims-pakistan-military-sold-nuclear-technology-to-the-dprk/>
- Asmolov Konstantin, “USA-China: Who Is Responsible for NK’s Nuclear Weapons Program Development?”, *New Eastern Outlook*, 15 Novembre 2016.
- Bermudez Joseph, “NK’s Development of a Nuclear Weapons Strategy”, *op.cit*, 2015, p.9.
- Bermudez Joseph, « Yongbyon Declassified Part II », CSIS, 16 Juillet 2018.

69. *Meeting of 2 Koreas, historic Korean summit* (Rencontre de 2 Corées) / Stephane Peray (crédit), 26 avril 2018, lien : <https://www.cagle.com/stephane-peray/2018/04/meeting-of-2-koreas> ; <https://www.mercurynews.com/2018/04/28/cartoons-north-and-south-korean-leaders-come-together-in-historic-meeting/>

- Bondaz Antoine, « Dire qu'on peut rayer la Corée du Nord de la carte ... », *Le Monde*, 5 septembre 2017.
- Bondaz Antoine, « Nouvelle loi sur le nucléaire en Corée du Nord », FRS, novembre 2022.
- Boniface Pascal (édito), « La Corée du Nord – 3 questions à Juliette Morillot et Dorian Malovic », *IRIS* (iris-france.org), 4 mai 2017, <https://www.iris-france.org/93692-la-coree-du-nord-3-questions-a-juliette-morillot-et-dorian-malovic/>
- Chang Chun Ik, *Pukhan Haek-Missile Chônjaeng*, Séoul, Mai 1999, p. 117.
- Charon Paul, Vilmer Jean-Baptiste, « Les opérations d'influences chinoises : un moment machiavélien », *IRSEM*, 2021, p. 297.
- “Chinese premier meets Kim Jong Il on visit to N. Korea”, *CVTNews* avec *The Associated Press* (cvtnews.ca), 4 octobre 2009, lien : <https://www.cvtnews.ca/chinese-premier-meets-kim-jong-il-on-visit-to-n-korea-1.440467>
- Chinoy Mike, *The Inside Story of the NK's Nuclear Crisis*, Trade Paperback, 2009.
- “Chronology of U.S.-NK's ...”, *Arms Control Association*, Avril 2022.
- Collin Jean-Marie, *La bombe*, Paris, Autrement, 2009, p. 43.
- « Corée du Nord : Les Hommes des Kim », *Arte Reportage* (Prix Albert Londres 2018), diffusé pour la 1^{re} fois le 26 mai 2018.
- « Corée du Nord : 11 ans de sanctions ... », *Challenges*, 14 décembre 2017.
- “Death of N. K Woman Offers Clues to Pakistani Nuclear Deals”, *Los Angeles Times*, 1^{er} mars 2004.
- Dempsey Joseph, « Pyongyang's Sea Cruise », dans *International institute for Strategic Studies*, 28 Avril 2013.
- “DPRK's Law on Policy of Nuclear Forces Promulgated”, *KCNA*, 9 septembre 2022.
- Falletti Sébastien, *La piste Kim ...*, Paris, Éd. Équateur, 2018, p. 125.
- Hecker Siegfried, “The NK's Nuclear Question Revisited: Facts, Myths and Uncertainties”, dans *Global Asia*, Vol.16, N° 3, Septembre 2021.
- “Item 9 (b) of the Board's provisional agenda” (GOV/2020/36) ; “Item 19 of the Conference's provisional agenda” (GC/(64)/1, Add. 1 and Add.2) ; “Application of Safeguards in the DPRK”, *AIEA* (Board of Governors General Conference) GOV2020/42 - Date: 1 September 2020 GC(64)/18.
- Jeffrey Smith R., “Pakistan's nuclear-bomb maker says North Korea paid bribes for know-how”, *The Washington Post*, 6 juillet 2011, lien : https://www.washingtonpost.com/world/national-security/pakistans-nuclear-bomb-maker-says-north-korea-paid-bribes-for-know-how/2010/11/12/gIQAZ1kH1H_story.html
- « Kim Jong-un promet “un affrontement total” », *20 Minutes*, 19 novembre 2022.
- Kwon Oh-Hyuk, “Kim Jong Un sends brief Handwritten Letter to People”, *The Dong-A Ilbo* (donga.com), 2 Janvier 2021 (consulté le 7 décembre 2023), lien : <https://www.donga.com/en/article/all/20210102/2342920/1>.
- « La CDN réaffirme son statut de puissance », *La Croix*, 24 mars 2022.

- « La Corée du Nord annonce avoir testé une bombe H », *Le Monde*, 3 septembre 2017.
- « La ligne Byongjin », *AAFC* (Association d'Amitié Franco-Coréenne), 24 août 2016.
- Langlois Philippe, « La Corée du Nord est-elle militairement crédible ? », *DSI*, mai-juin 2016.
- « La prolifération nucléaire », *France 3, Ce soir ou jamais*, 9 juin 2009.
- « Le nouveau missile géant de la Corée du Nord ... », *Capital*, 10 octobre 2020.
- « Les sanctions des E-U rendront le régime de Kim Jong-un éternel », *Newsinfo*, 7 septembre 2016.
- « Les Taliban... et la bombe », *L'Express*, 23 juillet 2009.
- « Loi sur la consolidation de l'État nucléaire d'autodéfense », *KCNA* (agence centrale de presse Corée du Nord), adoptée le 1^{er} avril 2013, <http://www.kcna.co.jp/item/2013/201304/news01/20130401-25ee.html>
- Lorentz Dominique, *Affaires atomiques*, Paris, Les Arènes, 2001.
- Mastro Oriana Skylar, « Why China won't rescue NK », *Foreign Policy*, janvier-février 2018.
- Mazaar Michael, *NK and the Bomb ?* New York, St. Martin's Press, 1995.
- « Military spending and armaments », *SIPRI*, 2020, p. 410.
- Morillot Juliette, Malovic Dorian, *La Corée du Nord en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2018, p. 108 (382 p.).
- Mushakoji Kinhide, « Vers une nouvelle guerre froide ? », *Manière de voir*, décembre 2018, p. 52.
- "N Korea denies Syria nuclear ties", *BBC News*, 18 Septembre 2007.
- "N. Korean leader won't give up nuclear weapons", *Stars & Stripes*, 19 février 2019.
- "Pakistan's nuclear-bomb maker says NK paid bribes for know-how", *Washington Post*, 6 juillet 2011.
- Peray Stéphane (crédit dessin), *Meeting of 2 Koreas, historic Korean summit* (Rencontre de 2 Corées, Sommet coréen historique), 26 avril 2018, lien : <https://www.cagle.com/stephane-peray/2018/04/meeting-of-2-koreas> ;
Autre lien : <https://www.mercurynews.com/2018/04/28/cartoons-north-and-south-korean-leaders-come-together-in-historic-meeting/>
- Pinkston Daniel, "The NK Ballistic Missiles", *Strategic Studies Institute*, février 2008, p. 53.
- Pollack Jonathan, *No exit. NK, Nuclear weapons and International Security*, Routledge, 2011.
- Ramo Joshua Cooper, "The Beijing Consensus", *Foreign Policy Center*, 2004.
- Scowcroft Brent, Brzezinski Zbigniew, Ignatius David, *L'Amérique face au monde : quelle politique pour les États-Unis ?* Person, 2008, p 150.
- Shen Dingli, « Quand Pyongyang jouait ... », *Manière de voir*, décembre 2018, p. 37.
- « Sommet États-Unis-Corée du Nord : la Chine n'entend pas rester à l'écart », *Le Monde*, 9 Mars 2018.

- Ténèze Nicolas, « Les doctrines de dissuasion d'une puissance atypique : Israël », dans *Cahiers de l'IRSEM*, Mai 2010.
- Ténèze Nicolas, Martin Michel-Louis, « *Le programme d'ADM nord-coréen est une sous-traitance de la dissuasion chinoise* » (Mélange offert au professeur et ancien Président de l'Université Toulouse I Capitole Henri Roussillon), *Université Toulouse Capitole*, septembre 2014.
- « Tokyo et Séoul en accord sur le rôle de Pékin face à Pyongyang », *Reuters*, 19 Décembre 2017.
- « Un chantier en cours », entretien entre M. El-Baradei et J. Mann, *AIEA*, mars 2006.
- “WPK Central Committee Issues Order to Conduct First H-Bomb Test”, *Rodong Sinmun*, 15 décembre 2015, lien : https://en.wikipedia.org/wiki/January_2016_North_Korean_nuclear_test#/media/File:Kim_Jong-un's_initial_order_on_H-bomb_test.jpg (consulté le 10 février 2023) et http://www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01_02_01&newSID=2016-01-07-0005
- « Yongbyon ne serait pas complètement opérationnel », *Le Monde.fr*, 14 janvier 2016.
- “9th Session of 14th SPA of DPRK Held”, *KCNA*, 28 Septembre 2023.